



**HAL**  
open science

# **Penser le rôle des théories pour le militantisme. Le cas des appropriations libertaires de la théorie queer à Berlin et Montréal**

Émeline Fourment

## ► To cite this version:

Émeline Fourment. Penser le rôle des théories pour le militantisme. Le cas des appropriations libertaires de la théorie queer à Berlin et Montréal. *Raisons politiques*, 2025, Théorie politique et sociologie des mouvements sociaux, 97, pp.67-86. <10.3917/rai.097.0067>. <halshs-05224341>

**HAL Id: halshs-05224341**

**<https://shs.hal.science/halshs-05224341v1>**

Submitted on 26 Aug 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

---

## Penser le rôle des théories pour le militantisme

### Le cas des appropriations libertaires de la théorie *queer* à Berlin et Montréal

Émeline Fourment

Poser la question du rapport entre étude des mouvements sociaux et théories n'a rien d'évident dans la science politique française. Depuis les années 1980, le tournant sociologique qu'a connu la discipline a centré les analyses sur les pratiques des militantes<sup>1</sup> et sur leur position dans l'espace social. Une rupture a ainsi été introduite avec des analyses réifiantes et idéalistes, qui réduisaient l'engagement aux convictions militantes et les rapports de force à des luttes d'idées. Cependant, dans un même mouvement, l'étude des idées politiques des actrices a été délaissée<sup>2</sup>. En témoigne par exemple l'absence des entrées « idée », « idéologie » ou « théorie » dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*<sup>3</sup>. Du côté de la littérature anglophone, la situation est quelque peu différente : si l'étude de la pensée des actrices a aussi, un temps, été mise de côté au profit d'analyses externalistes des mobilisations, plusieurs chercheuses l'ont réintroduite dans les années 1990 pour s'intéresser à la manière dont les militantes « cadrent » les situations politiques dans lesquelles elles sont impliquées<sup>4</sup>. Caractérisées par une approche macrosociologique, ces analyses de « cadres » et de « cadrages » sont malheureusement restées aveugles à la complexité des systèmes d'idées développés dans les mouvements<sup>5</sup>. Surtout, elles attribuent le succès d'un mouvement social – c'est-à-dire sa capacité à rencontrer l'adhésion de la population et à être entendu par l'État – à ses idées, ou plus précisément, à sa capacité à formuler un « cadre » en résonance avec les schèmes culturels majoritaires. Fortement critiqués en France du fait de cet idéalisme<sup>6</sup>, ces travaux n'ont pas aidé à ancrer l'analyse des idées politiques dans la sociologie hexagonale

---

<sup>1</sup> Le choix du féminin de généralité dans cet article se justifie d'autant plus que les actrices dont il traite sont très majoritairement des femmes.

<sup>2</sup> Nicolas Berlorgey, Frédéric Chateigner, Mathieu Hauchecorne et Étienne Pénissat, « Théories en milieu militant », *Sociétés Contemporaines*, vol. 81, n° 1, 2011, p. 5-6.

<sup>3</sup> Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020 [2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée].

<sup>4</sup> Davis A. Snow, « Framing Processes, Ideology and Discursive Fields », in David A. Snow, Sarah Soule, Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movement*, Malden, Blackwell Publishing, 2004, p. 380-412.

<sup>5</sup> Pamela Oliver et Hank Johnston, « What a Good Idea! Ideologies and Frames in Social Movement Research », *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, 2000, p. 37-54.

<sup>6</sup> Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, p. 75-100.

des mouvements sociaux.

Renoncer à toute prise en compte des théories dans l'analyse de l'engagement n'est pourtant pas satisfaisant. Comprises ici comme des pensées structurées et systématisées qui offrent une compréhension globale du monde ou de certains phénomènes sociaux<sup>7</sup>, les théories ne sont en effet pas absentes du militantisme : plus le degré d'intellectualisation des activités d'un groupe militant est élevé, c'est-à-dire, plus ses discussions internes s'adosent à des théories, et plus il valorise la pratique de la lecture et de l'écrit, plus ces théories sont susceptibles d'être centrales<sup>8</sup>. Or, l'intellectualisation du militantisme n'est pas un phénomène marginal : on observe un recours croissant aux savoirs experts et scientifiques pour légitimer les revendications face à une action publique de plus en plus technicisée<sup>9</sup> et de nombreux mouvements sociaux ont désormais un pendant universitaire, c'est-à-dire un champ d'études qui vient nourrir les discussions militantes autant qu'il s'en nourrit<sup>10</sup>. Par ailleurs, comme le montre Raphaël Challier à propos du Front national, même les militants les plus éloignés des enjeux théoriques peuvent s'en approprier des éléments<sup>11</sup>.

Je propose ici une approche qui permet d'analyser le rôle des théories dans le militantisme tout en intégrant les apports de la critique de l'idéalisme dans la sociologie des mouvements sociaux. Pour cela, il est nécessaire de réinscrire les théories dans les maillages du social pour les considérer non pas comme des objets hors-sol venant déterminer les pratiques militantes depuis l'extérieur et de manière causale, mais comme des objets

---

<sup>7</sup>Cette définition est inspirée du travail de Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte, 2017.

<sup>8</sup>Le niveau de diplôme des militantes est une condition de cette intellectualisation du militantisme, mais pas la seule. On sait que le parti communiste a pu constituer une école de substitution tandis que la valorisation de la discussion théorique dans les milieux autonomes favorise l'autodidaxie. Voir : Nathalie Ethuin, « À l'école du parti : L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003) », thèse de doctorat en science politique, Lille 2, 2003 ; Colin Robineau, *Devenir révolutionnaire : sociologie de l'engagement autonome*, Paris, La Découverte, 2022.

<sup>9</sup>Daniel Mouchard, « La "contre-expertise" militante : un renouvellement de la politique contestataire ? », in Ludivine Damay, Denis Benjamin et Denis Duez (dir.), *Savoirs experts et profanes dans la construction des problèmes publics*, Bruxelles, Presses universitaires Saint-Louis Bruxelles, 2011 ; Sylvie Ollitrault, « Les écologistes français, des experts en action », *Revue française de science politique*, vol 51, n° 1-2, 2001, p. 105-130 ; Scott Frickel, Florencia Arancibia, « Mobilizing Environmental Experts and Expertise », in Maria Grasso et Marco Giugni (dir.), *The Routledge Handbook of Environmental Movements*, Londres, Routledge, 2022, p. 278-293.

<sup>10</sup>On peut notamment penser aux études de genre et aux études critiques de la race, issues respectivement du mouvement des femmes et du mouvement états-unien pour les droits civiques : Stefanie Ehmsen, *Der Marsch der Frauenbewegung durch die Institutionen: die Vereinigten Staaten und die Bundesrepublik im Vergleich*, Münster, Verlag Westfälisches Dampfboot, 2008. Sur les circulations entre mondes militants et universitaires, voir notamment : Émeline Fourment, « L'université produit-elle des féministes libertaires ? Imbrications et tensions entre socialisation universitaire et socialisation militante », *Revue française de science politique*, vol. 72, n° 1, 2022, p. 127-147.

<sup>11</sup>Raphaël Challier, « Des interprétations sélectives de la doctrine », in Raphaël Challier, *Simple militants : comment les partis démobilisent les classes populaires*, Paris, PUF, 2021, p. 159-220.

appropriés par des actrices situées socialement et prises dans des logiques de groupes.

Autrement dit, étudier le rôle des théories dans le militantisme nécessite de développer une sociologie des théories adossée à une sociologie des groupes militants qui s'en emparent.

J'ai construit cette approche à partir de mon travail de thèse sur les féministes libertaires – anti-État, anticapitalistes et opposées à toute forme de hiérarchie – de Berlin et Montréal. Ces féministes développent un militantisme fortement intellectualisé qui s'explique notamment par le fait que plus de la moitié d'entre elles détient au moins un master en sciences humaines et sociales et que leur engagement se nourrit des études féministes et de genre dans le cadre de leurs études ou *via* leurs amies inscrites en études féministes ou de genre<sup>12</sup>. En Allemagne, une partie d'entre elles sont par ailleurs membres de groupes où la lecture de grands auteurs (Karl Marx et Friedrich Engels, Theodor Adorno et Max Horkheimer) est très valorisée. Je me concentre ici sur ce que ces militantes font de la théorie *queer* qui, si elle n'est pas la seule théorie féministe mobilisée, a l'avantage d'être présente à Berlin comme à Montréal. Ceci permet une analyse comparée approfondie de la diversité des appropriations qui peuvent en être faites. De manière schématique, on peut dire que la théorie *queer* part de la remise en cause de la norme hétérosexuelle pour interroger les phénomènes de normalisation sexuelle et genrée : ce sont alors tant la binarité des catégories de genre – femme-homme –, de sexualité – hétérosexuel-homosexuel –, que la norme monogame ou la pathologisation des pratiques sexuelles minoritaires – sadomasochisme, travail du sexe, etc. – qui sont visées. Comprenant les normes comme des pratiques discursives et corporelles consolidées *via* leur répétition, la théorie *queer* propose de les subvertir ou de les mettre en échec par des performances décalées et non conformes. Si cette théorie renvoie à un large corpus d'autrices, c'est surtout Judith Butler et son ouvrage *Trouble dans le genre*<sup>13</sup> qui sont cités sur les terrains étudiés.

Je présente ici l'approche sur laquelle repose ma sociologie des théories en milieu militant. Je poursuis ensuite en montrant comment elle peut être appliquée à partir du cas des appropriations de la théorie *queer* que l'on observe chez les féministes libertaires de Berlin et Montréal. Se dégagent ainsi quatre appropriations, deux hétérosexuelles, une lesbienne et une intersectionnelle ; appropriations qui s'avèrent toutes imbriquées aux logiques de groupes ainsi qu'aux rapports de sexualité qui façonnent les milieux libertaires berlinois et

---

<sup>12</sup>Pour une analyse détaillée du rapport de ces militantes à l'université, voir : Émeline Fourment, « L'université produit-elle des féministes libertaires ?... », art. cité.

<sup>13</sup>Judith Butler, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, trad. fr. Cynthia Kraus, Paris, La Découverte, 2005.

montréalais.

### **Encart méthodologique**

L'analyse présentée ici repose sur deux enquêtes de terrain menées à Berlin entre 2015 et 2016 (1 an et 4 mois), ainsi qu'à Montréal en 2017 (7 mois) pour mon travail de thèse. La différence de durée entre les deux enquêtes s'explique tant par des contraintes de visa à Montréal que par les difficultés d'accès au terrain à Berlin, les militantes s'y étant montrées méfiantes vis-à-vis du caractère universitaire de mon travail. J'ai néanmoins pu effectuer 32 entretiens biographiques à Berlin et 31 à Montréal et participé aux activités militantes publiques (manifestations, rassemblements, conférences, festivals, projections de film, etc.) sur les deux terrains. J'ai également participé aux activités d'un groupe féministe à Berlin.

### **Penser les appropriations des théories à partir d'une sociologie des groupes militants**

La sociologie des théories que je propose s'inspire de deux champs d'études : l'histoire sociale des idées politiques (HiSoPo) et les approches microsociologiques anglophones des mouvements sociaux. Je propose par ailleurs d'appréhender l'informalité des groupes étudiés avec le concept de « milieu » libertaire.

*Analyser les interprétations et usages des théories avec les outils de l'histoire sociale des idées politiques*

C'est d'abord du côté de l'HiSoPo, telle qu'elle s'est développée en France les quinze dernières années<sup>14</sup>, que l'on trouve des outils permettant de saisir les appropriations militantes des théories. Ce champ d'étude approche les idées « du point de vue des usages qu'en font les acteurs, refusant de réduire leur analyse aux seuls usages tactiques/stratégiques pour

---

<sup>14</sup>Bernard Pudal, « De l'histoire des idées politiques à l'histoire sociale des idées politiques », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort, *Les formes de l'activité politique. Éléments d'analyse sociologique (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, PUF, 2006, p. 185-192 ; Frédérique Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 5, n° 59-4 bis, 2012, p. 85-104 ; Chloé Gaboriaux et Arnault Skornicki (dir.), *Vers une histoire sociale des idées politiques*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2017 ; Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015 ; Alban Jacquemart et Viviane Albenga, « Pour une approche microsociologique des idées politiques Les appropriations ordinaires des idées féministes », *Politix*, vol. 1, n° 109, 2015, p. 7-20. Mathieu Hauchecorne et Frédérique Matonti, « Actualité de l'histoire sociale des idées politiques », *Raisons politiques*, n° 67, 2017, p. 5-10.

s'intéresser aux processus concrets d'appropriation<sup>15</sup> », l'appropriation étant alors comprise comme l'association d'une interprétation et d'un usage d'une théorie dans un contexte donné<sup>16</sup>. C'est aussi du côté de ces travaux qu'est apparu un regain d'intérêt pour les références théoriques militantes, analysées à partir de leurs « carrières » dans différents groupes partisans ou informels<sup>17</sup>.

Il est néanmoins nécessaire d'élargir le spectre de l'« usage » des idées considérées par l'HiSoPo si l'on veut prendre en compte la diversité des appropriations militantes d'une théorie. Les travaux publiés jusqu'ici le définissent comme ce que les actrices font quand elles se réfèrent à une théorie à l'oral ou à l'écrit : légitimer ou discréditer un acte par exemple. Dans ce cadre, les usages relèvent du discursif. Or, l'écriture de textes ou les discussions ne constituent qu'une partie de la vie militante. Les appropriations des théories prennent bien souvent la forme de modes d'organisation et d'action dans lesquels la théorie vient se cristalliser : à titre d'exemple, être une féministe libertaire « matérialiste » à Montréal, c'est avant tout s'organiser en non-mixité ; théorie et mode d'organisation sont alors indissociables.

Au sein de l'HiSoPo, le travail de Mathieu Hauchecorne permet également de penser une diversité de rapports à la théorie des actrices étudiées. Reprenant le Bourdieu des *Méditations pascaliennes* dans son analyse des appropriations de John Rawls, le politiste distingue un rapport scolastique aux théories, qui implique de les discuter dans une logique universitaire, d'un rapport pratique, qui conduit à se centrer sur les implications pratiques des théories<sup>18</sup>. À mi-chemin entre ces deux rapports à la théorie, il met en évidence un rapport propre aux hauts fonctionnaires intéressés par Rawls, qui se moquent du manque de hauteur théorique des décideurs politiques tout en dévalorisant les savoirs contemplatifs<sup>19</sup>. Ces distinctions sont particulièrement utiles pour penser les différents degrés d'intellectualisation du militantisme. Si l'on prend le cas des féministes libertaires berlinoises et montréalaises, on constate en effet que la plupart d'entre elles développent un rapport militant à la théorie, au sens où leur intérêt pour la théorie est orienté par leurs objectifs militants. Mais on peut ici distinguer deux rapports militants à la théorie. Le premier, majoritaire, est un rapport pratique, c'est-à-dire que les militantes tendent à utiliser les théories pour faire sens de situations

---

<sup>15</sup>Thibault Rioufreyt, « La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan », *Politix*, vol. 126, n° 2, 2019, p. 7-35, ici p. 15.

<sup>16</sup>Mathieu Hauchecorne, « La fabrication transnationale des idées politiques : sociologie de la réception de John Rawls et des "théories de la justice" en France (1971-2011) », thèse de doctorat en science politique, Université de Lille 2, 2011, p. xxxi.

<sup>17</sup>Nicolas Berlorgey, Frédéric Chateigner, Mathieu Hauchecorne et Étienne Pénissat, « Théories en milieu militant », art. cité.

<sup>18</sup>Mathieu Hauchecorne, « La fabrication transnationale des idées politiques... », thèse citée, chap. 10.

<sup>19</sup>*Ibid.*, p. 640.

concrètes et, ainsi, guider leur action à court terme. En conséquence, elles lisent peu et écrivent encore moins, préférant passer par des échanges oraux (conférences, discussions collectives). Le second, minoritaire, est un rapport « érudit » à la théorie, c'est-à-dire que la lecture et l'écriture de textes constituent le cœur de l'engagement des militantes, ce qu'elles appellent « faire de la théorie ». Les féministes libertaires « érudites » tendent ainsi à faire un usage avant tout discursif des théories sans les cristalliser (ni les réifier) dans des modes d'organisation ou d'action, comme le font les militantes « pratiques ». Elles sont également beaucoup moins pressées par l'urgence de l'action militante.

### *Penser les appropriations des théories en lien avec des logiques de groupes*

Les travaux de l'HiSoPo insistent sur l'importance d'analyser les appropriations des théories en contexte. Sur un terrain militant, l'élément essentiel de ce contexte est la façon dont les actrices produisent la dimension collective de leur action. Pour étudier ce phénomène, les travaux anglophones sur les « processus d'identité collective » ou les « styles de groupes » s'avèrent particulièrement utiles.

Peu utilisé en France, le concept d'identité collective est très présent dans les études états-uniennes qui adoptent une approche microsociologique des mouvements sociaux. Si celui-ci a été forgé par Alberto Melucci pour penser l'unité empirique d'un mouvement social non pas comme un donné mais comme le produit « d'activations répétées de relations qui lient les individus (ou les groupes) entre eux<sup>20</sup> », c'est à Verta Taylor et Nancy Whittier qu'on doit son opérationnalisation pour l'analyse qualitative. Dans un article sur le mouvement lesbien états-unien, devenu depuis une référence, les deux autrices proposent de distinguer trois éléments de l'identité collective : la définition des frontières du groupe, et donc d'un « nous » et d'un « eux » ; la formation d'une conscience de groupe, sur le modèle de la « conscience de classe » ; et la négociation des frontières du groupe entre militantes et/ou avec des actrices extérieures au mouvement<sup>21</sup>.

Verta Taylor et Nancy Whittier ne prétendent pas travailler sur les « idées » des militantes qu'elles étudient ; néanmoins, l'ensemble des éléments de l'identité collective qu'elles décrivent peuvent être mis en lien avec les théories du lesbianisme politique<sup>22</sup>. À titre

---

<sup>20</sup>Alberto Melucci, « The Process of Collective Identity », in Hank Johnston et Bert Klandermans (dir.), *Social Movements and Culture*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 41-63, ici p. 44.

<sup>21</sup>Verta Taylor et Nancy Whittier, « Collective Identity in Social Movement Communities: Lesbian Feminist Mobilization », in Aldon Morris, Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 104-129.

<sup>22</sup>Voir notamment : Adrienne Rich, *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais*, trad. fr. Françoise Armengaud, Christine Delphy et al., Genève/Lausanne, Mamamélis-Nouvelles Questions Féministes, 2010 ; Ti Grace Atinkson, *Odyssée d'une amazone*, Paris, Éditions des femmes, 1975.

d'exemple, les deux sociologues montrent que la conscience de groupe du mouvement se constitue autour d'une analyse de la société qui fait de l'hétérosexualité une institution à travers laquelle les hommes prennent le contrôle sur les femmes, les relations lesbiennes apparaissant alors comme un moyen de sortir de la domination masculine<sup>23</sup>. Elles décrivent ainsi des idées politiques incorporées à des pratiques (le refus de l'hétérosexualité) qui donnent forme à un groupe social. Cette importance de l'existence de pratiques communes pour l'émergence et la consolidation d'une identité collective a depuis été soulignée par Cristina Flesher Fominaya, qui les met au centre de son analyse des mouvements altermondialistes en Espagne<sup>24</sup>.

Les travaux sur l'identité collective des mouvements sociaux partagent un certain nombre de points communs avec la réflexion développée dans une perspective interactionniste par Nina Eliasoph et Paul Lichtermann à propos des « styles de groupe<sup>25</sup> ». Ces derniers sont définis par la construction d'une frontière entre un « nous » et un « eux », par le type de relation entretenue entre les personnes (« les liens de groupe »), et par des standards discursifs, c'est-à-dire des règles implicites définissant des manières de parler et les thèmes à (ne pas) aborder. À partir de là, Nina Eliasoph et Paul Lichtermann se penchent sur la façon dont des « structures culturelles », à savoir des représentations collectives propres à la société états-unienne, sont appropriées selon les styles de groupe. Ils en concluent que « les groupes peuvent s'appuyer sur les mêmes structures culturelles en poursuivant des objectifs très différents en termes de sens dans la vie quotidienne<sup>26</sup> ». À une autre échelle et dès lors qu'elle constitue une référence partagée par plusieurs groupes, on peut considérer la théorie *queer* comme un équivalent d'une « structure culturelle », dont le sens est défini en lien avec un style de groupe.

Les concepts d'identité collective et de style de groupe nous permettent donc de penser les appropriations militantes des théories comme ancrées dans des processus de différenciation de groupes, et ce à double titre : les théories peuvent participer au processus de construction de l'identité d'un groupe, en particulier si elles sont cristallisées dans des pratiques ; mais le sens de ces théories peut, dans un même temps, être défini par le style

---

<sup>23</sup>Verta Taylor et Nancy Whittier, « Collective Identity in Social Movement Communities... », art. cité, p. 114-115.

<sup>24</sup>Cristina Flesher Fominaya, « Creating Cohesion from Diversity: The Challenge of Collective Identity Formation in the Global Justice Movement », *Sociological Inquiry*, vol. 80, n° 3, p. 377-404.

<sup>25</sup>Nina Eliasoph et Paul Lichtermann, « Culture en interaction. Une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie », in Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographie du vivre-ensemble*, trad. fr. Mathieu Berger, Daniel Cefaï et Carole Gayer-Viaud, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 355-399.

<sup>26</sup>*Ibid.*, p. 389.

propre à ce groupe.

### *Étudier des libertaires : penser les groupes comme des « milieux »*

L'approche que je propose considère donc ensemble les usages et les interprétations des théories, d'une part, et les processus de construction de groupe, d'autre part. L'appliquer au militantisme féministe libertaire nécessite une première caractérisation du « groupe » auquel on a affaire. Les féministes étudiées sont inscrites dans des milieux libertaires urbains, qui rassemblent d'autres militants et militantes, qui ne sont pas forcément féministes, mais avec qui elles interagissent quotidiennement. Elles s'organisent au sein de ces milieux qui sont souvent, aussi, la cible de leur militantisme.

Je désigne par « milieu libertaire » un réseau de sociabilités militantes ancré territorialement, qui transcende les frontières politique/privé et politique/culturel. Ce concept permet de rendre compte du caractère informel d'un militantisme surtout organisé autour de groupes affinitaires, de lieux (bars, colocations, espaces culturels, etc.), et d'évènements (festivals, conférences, repas, etc.). Il veut aussi caractériser un militantisme aux frontières floues, qui englobe l'ensemble de la vie quotidienne, elle-même comprise comme politique. Si les collectifs libertaires font rarement long feu, les sociabilités libertaires se maintiennent, elles, dans la durée, et assurent la continuité de l'action collective autant qu'elle la structure, au gré des ruptures amicales et amoureuses. Ces milieux sont plus ou moins perméables au reste de la société : les libertaires allemandes ont tendance à vivre en vase clos, leur agenda politique étant peu déterminé par l'actualité politique allemande ; l'actualité politique québécoise influence bien plus les activités des Montréalaises. Les chiffres sur le nombre de militants et militantes libertaires ne peuvent qu'être approximatifs, mais on peut considérer que les milieux libertaires peuvent rassembler plusieurs milliers de personnes (environ 1 500 à Montréal et 4 000 à Berlin), de plusieurs générations, si bien que toutes les militantes qui le fréquentent ne se connaissent pas forcément. En conséquence, il s'y développe des sous-milieux qui ont ici une grande importance puisqu'ils correspondent à différentes appropriations de la théorie *queer*.

Tant à Berlin qu'à Montréal, on peut distinguer deux sous-milieux libertaires, l'un anticapitaliste (et antifasciste), l'autre féministe *queer*. Les sous-milieux anticapitalistes berlinois et montréalais rassemblent à la fois des féministes anticapitalistes et des militantes non-féministes. Les sous-milieux féministes *queer* ne rassemblent que des féministes et sont plus petits. Ces sous-milieux sont constitués par un ensemble de processus qui peuvent être caractérisés à l'aide des concepts d'identité collective et de style de groupe. Avant de les

détailler plus avant, il est essentiel de préciser que les liens de groupe qui s’y forment sont façonnés par les normes de sexualité. Les milieux anticapitalistes se caractérisent en effet par des sociabilités dont la norme implicite est l’hétérosexualité : une nouvelle arrivante est préjugée hétérosexuelle. Au contraire, les milieux féministes *queer* sont structurés par des sociabilités dont la norme implicite est la remise en cause de l’hétérosexualité : à Montréal, toute nouvelle arrivante est préjugée non-hétérosexuelle (donc lesbienne, bi- ou pansexuelle) ; à Berlin, toute nouvelle arrivante est préjugée lesbienne. Cette division sexualisée a pour conséquence une structuration genrée spécifique pour chacun des milieux : en particulier, les féministes anticapitalistes fréquentent des hommes hétérosexuels cisgenres<sup>27</sup> au quotidien.

La suite de cet article montre ce qu’une sociologie des théories adossée à une sociologie des groupes peut apporter à l’étude des interprétations et des usages des théories dans le militantisme. J’y analyse quatre appropriations de la théorie *queer* développées à Berlin et à Montréal dans les sous-milieus anticapitalistes, d’une part, et féministes *queer*, d’autre part (voir le récapitulatif en annexe). Pour ce faire, je prête attention à la façon dont les logiques de groupes participent à définir ces appropriations, autant que ces appropriations alimentent ces logiques de groupes, ce qui suppose non seulement de considérer les modes d’action et d’organisation de ces sous-milieus, mais aussi leurs liens, leurs standards discursifs et les figures d’opposition qu’ils construisent.

### **Les appropriations hétérosexuelles de la théories *queer* dans les milieux anticapitalistes**

À Berlin comme à Montréal, les féministes libertaires qui agissent dans les milieux anticapitalistes interprètent la théorie *queer* comme une pensée du genre, et non de la sexualité, qui critique la différenciation entre les femmes et les hommes et donc la pratique de la non-mixité, c’est-à-dire, le fait de ne s’organiser qu’entre femmes. Derrière cette interprétation commune se cache des contextes très différents qui produisent des usages distincts : le rejet de la théorie *queer* à Montréal ; l’intégration de la théorie *queer* à une critique marxiste du « féminisme identitaire » à Berlin.

### **La théorie *queer* rejetée car associée à l’antiféminisme**

Les féministes libertaires du sous-milieu anticapitaliste de Montréal ont commencé à s’y

---

<sup>27</sup>On dit d’une personne qu’elle est cisgenre lorsque son identité de genre correspond au sexe qui lui a été assigné à la naissance.

engager soit durant les années 2000, dans le cadre du mouvement altermondialiste<sup>28</sup>, soit dans les années 2010, avec les grèves étudiantes contre la hausse des frais d'inscription et les politiques d'austérité du gouvernement du Québec<sup>29</sup>. Au sein de ces mouvements, elles ont rencontré des militantes plus expérimentées qui les ont initiées au féminisme, et en particulier, à la critique de ce qu'elles appellent, en reprenant le vocabulaire féministe matérialiste français, la « division sexuelle du travail militant<sup>30</sup> ». Celle-ci occupe une telle place à leurs yeux qu'elles la présentent très souvent en début d'entretien, et avant de complexifier leur récit, comme le déclencheur de leur engagement féministe.

Pour lutter contre cette division sexuelle du travail et, plus largement, contre la domination masculine, les militantes s'organisent en non-mixité. Il s'agit pour elles d'imposer leur autonomie en tant que « femmes » et d'assurer ainsi l'émancipation des femmes par elles-mêmes. Ici, s'affirmer en tant que « femmes » est central, tant pour la conscience de groupe féministe, que pour le type de liens noués et les standards discursifs : les militantes parlent d'elles et des autres comme de « femmes », et désignent par là des camarades de luttes auxquelles elles sont liées par une solidarité de « classe de sexe<sup>31</sup> ». Le terme de « femmes » est donc chargé émotionnellement, non seulement parce qu'il crée des attachements, mais aussi parce que ce « nous femmes » est vu comme une source de puissance individuelle et collective.

Si la non-mixité constitue une pratique essentielle pour l'identité collective de ces féministes, elle n'en est pas moins l'objet de régulières polémiques. Or, celles-ci sont non seulement lancées par des libertaires, mais aussi par les médias, qui décrivent un féminisme « radical » contraire au féminisme « modéré » de l'État québécois, et par le mouvement masculiniste particulièrement actif dans la Province<sup>32</sup>. L'organisation d'une manifestation non-mixte par des féministes libertaires le 7 avril 2015, dans le contexte de la grève étudiante de 2015, en est un bon exemple. Cette action a d'abord fait l'objet d'un traitement médiatique

---

<sup>28</sup>Émilie Breton, Julie Grolleau, Anna Kruzynski, Catherine Saint-Arnaud-Babin, « Mon/notre/leur corps est toujours un champ de bataille : discours féministes et queers libertaires au Québec, 2000-2007 », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, 2007, p. 113-139.

<sup>29</sup>Rémi Bellemare-Carron, Émilie Breton, Marc-André Cyr, Francis Dupuis-Déri et Anna Kruzynski (dir.), *Nous sommes ingouvernables : les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux Éditeur, 2013 ; Marie-Ève Surprenant et Mylène Bigaouette (dir.), *Les femmes changent la lutte. Au cœur du printemps québécois*, Montréal, Les Éditions du remue ménage, 2013.

<sup>30</sup>Maira Abreu, « De quelle histoire le “féminisme matérialiste” (français) est-il le nom ? », *Comment s'en sortir*, n° 4, 2017, p. 55-79.

<sup>31</sup>Christine Delphy, *L'ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Paris, Éditions Syllepse, 2013.

<sup>32</sup>Mélissa Blais, « Masculinisme et violences contre les femmes : Une analyse des effets du contremouvement antiféministe sur le mouvement féministe québécois », thèse de doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal, 2018.

défavorable et d'une répression policière violente<sup>33</sup>. En parallèle, elle a également été attaquée par des hommes militants, dont des libertaires, qui accusaient ces féministes d'être excluantes vis-à-vis des hommes. Celles-ci ont répondu en les renvoyant dos à dos avec le gouvernement et les masculinistes :

Nos bâillons, nous les retirerons nous-mêmes et vous, les mascu [*sic*], les anti-féministes, les *manarchistes*<sup>34</sup> et autres militants « de gauche » machos, n'avez pas votre place dans nos luttes, car trop souvent, vous jouez le même jeu que la police et le gouvernement, en vous imposant, en étant paternalistes quant à la manière dont nous devrions lutter. Nous n'acceptons pas que vous nous disiez comment vivre notre féminisme, comment ressentir nos oppressions et les combattre<sup>35</sup>.

La remise en cause de la non-mixité est ainsi mise en équivalence avec l'antiféminisme et le masculinisme. Or, les féministes libertaires du milieu anticapitaliste ont en général été confrontées pour la première fois à la théorie *queer* durant de larges mobilisations, lorsque des militantes se revendiquant de cette théorie remettaient en cause la non-mixité organisationnelle. Sophie, travailleuse sociale, très active durant la grève étudiante de 2012, le raconte ainsi : « eux, [les *queers*], enfin elles et eux, ils sont comme : “ben non, on peut pas s'organiser en non-mixité”. Faque [« Du coup »] ça faisait juste comme mettre des barrières à notre organisation. » Elle poursuit ensuite en m'expliquant que durant la grève de 2012, certains hommes cisgenres se sont opposés à l'alternance femme-homme des prises de parole au nom d'une perspective *queer*, alors qu'ils étaient eux-mêmes connus pour monopoliser la parole en réunion : « si c'est les hommes cis qui utilisent ça pour parler, on n'est pas sorties du bois là ! », s'emporte-t-elle. Dans ce contexte, les militantes qui se réclament de la théorie *queer* apparaissent comme des énièmes adversaires de la non-mixité, ce qui conduit à un rejet de celle-ci.

### *La théorie queer pour légitimer le féminisme dans un milieu anticapitaliste*

À Berlin, les féministes libertaires engagées dans le milieu anticapitaliste interprètent aussi la théorie *queer* comme une critique de la non-mixité organisationnelle. Mais, contrairement aux montréalaises, cette interprétation justifie qu'elles s'en emparent. Devenues féministes au sein du milieu anticapitaliste au contact de femmes plus expérimentées, ces militantes se mobilisent contre la domination masculine dans leurs rangs, mais sans défendre la non-mixité. Cette dernière étant associée à ce qui est dénoncé comme « identitaire » dans le milieu anticapitaliste, elles cherchent avant tout à s'en démarquer. Tout l'enjeu pour elles

---

<sup>33</sup>Étienne Fortin-Gauthier, « Une manifestation féministe anti-austérité interdite aux hommes », *La Presse Canadienne*, 7 avril 2015.

<sup>34</sup>Terme désignant les hommes anarchistes qui défendent la domination masculine.

<sup>35</sup>Tract du collectif spontané Queez, 2015.

consiste alors à séparer le féminisme de l'accusation d'« identitaire » pour le concilier avec l'anticapitalisme. C'est justement là qu'intervient la théorie *queer*.

Précisons que le milieu anticapitaliste berlinois est un milieu où de nombreuses militantes développent un rapport érudit à la théorie. Ceci s'explique notamment par l'importance accordée à la lecture des grands textes dans la formation politique anticapitaliste, directement héritée de la tradition marxiste<sup>36</sup>. Dans ce cadre, l'accusation de « féminisme identitaire » va souvent de pair avec une accusation de féminisme « moralisant », « autoritaire » et « individualiste ». Elle peut être vue comme une expression de l'idée marxiste selon laquelle l'anticapitalisme serait la lutte prioritaire de laquelle découleraient toutes les autres : la « féministe identitaire » est une militante qui inverse les priorités en mettant la cause des femmes au cœur de son engagement ; qui n'agit que dans l'objectif d'affirmer son identité dominée – de femme, mais aussi de non-hétérosexuelle, de trans ou de non-blanches, quand elle l'est – et qui accorde un primat à son intérêt personnel au détriment de l'intérêt général, à savoir, l'abolition du capitalisme et la lutte contre le fascisme. Toute féministe est ainsi susceptible d'être qualifiée d'« identitaire », dès lors qu'elle porterait « trop » haut cette lutte.

Dans ce contexte, les féministes anticapitalistes occupent une position paradoxale similaire à ce que d'autres recherches ont pu mettre en évidence à propos des féministes d'extrême-gauche<sup>37</sup> : aux prises avec un conflit de loyauté, elles s'identifient au féminisme autant qu'elles cherchent à s'en distinguer pour marquer leur ancrage anticapitaliste. Ceci s'observe notamment dans la façon dont elles se présentent, le contraste avec leurs homologues québécoises étant frappant : alors que les montréalaises placent la critique de la division genrée des tâches au cœur du récit de leur engagement, et que mes observations montrent que les berlinoises accordent aussi une grande importance à cette question dans leur quotidien, en entretien, elles ne m'en parlent qu'au détour d'une phrase, me contraignant à leur demander plus de détails. Elles relativisent alors systématiquement les comportements dominants de leurs camarades masculins en affirmant leur attachement à la « gauche radicale ». Alexandra une étudiante de 23 ans, me précise par exemple qu'elle se sent beaucoup mieux dans la « scène de gauche radicale » que dans la « scène *queer*-féministe »,

---

<sup>36</sup>La gauche libertaire allemande est plus communiste libertaire qu'anarchiste. Les militantes se décrivent elles-mêmes comme de « gauche radicale » ou de « gauche non-dogmatique ».

<sup>37</sup>Clémentine Comer et Bleuenn Lechaux, « Vivre un double combat mais à quel prix ? Les rapports "contrariés" des femmes gauchistes au féminisme », Collectif Sombrero, *Changer le monde, changer sa vie : enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*, Arles, Acte Sud, 2018, p. 485-511 ; Katharina Karcher, *Sisters in Arms : Militant Feminisms in the Federal Republic of Germany Since 1968*, New-York, Berghahn Books, 2017, chap. 1 et 2.

où les militantes seraient particulièrement agressives et normatives.

La théorie *queer* constitue alors un outil de conciliation du féminisme et de l'anticapitalisme, dans un usage qui reste largement discursif. C'est tout particulièrement la critique de l'identité « femme » développée par Judith Butler dans *Trouble dans le genre* qui intéresse les militantes : selon elles, la philosophe y démontre que les « femmes » et les « hommes » n'existent pas et que ces catégories sont des construits sociaux. Elles se positionnent ainsi contre tout usage politique du sujet « femme », et de manière générale, contre tout usage des identités en politique : celles-ci étant considérées comme étant elles-mêmes la source de l'oppression, il s'agit d'en faire des cibles et non des outils de l'action. Ces militantes refusent donc la non-mixité, mais délaissent aussi la critique *queer* de la norme hétérosexuelle : le refus de revendication de toutes formes d'identité interdit en effet aussi de marquer une différence entre hétérosexuelles, lesbiennes et bisexuelles. En revanche, ces féministes s'efforcent d'impliquer les hommes dans leur lutte et définissent, pour ce faire, un ennemi commun aux féministes et aux anticapitalistes : les « fascistes », requalifiées d'« antiféministes ». L'ensemble des modes d'action de la lutte antifasciste est alors déployé : elles organisent des enquêtes pour cartographier les acteurs de l'antiféminisme ainsi que des actions directes telles que des jets de peinture sur un local politique ou des blocages des marches anti-avortement. Ces actions, qu'elles qualifient de « *queer*-féministes », ne se distinguent de celles menées habituellement contre l'extrême droite qu'en un point : la justification du choix des cibles. Le militantisme qui se constitue se rapproche donc de ce qu'Alban Jacquemart qualifie de « registre féministe humaniste », c'est-à-dire, un militantisme qui « appréhende le féminisme comme l'expression particulière d'un combat politique plus large<sup>38</sup> ».

Les appropriations de la théorie *queer* par les féministes libertaires des milieux anticapitalistes de Berlin et Montréal se rejoignent donc dans la manière dont elles interprètent la théorie *queer* à l'aune du rapport homme/femme. On peut y voir un effet de la norme hétérosexuelle sur les milieux anticapitalistes. Néanmoins, les Montréalaises rejettent la théorie *queer* alors que les Berlinoises l'intègrent, ce qui s'explique notamment par des figures d'opposition divergeantes qui impactent la définition du « nous ». Le fait que les Berlinoises se pensent avant tout « anticapitalistes » fait qu'elles ne développent pas de modes d'organisation ou d'action spécifique, contrairement aux Montréalaises qui se distinguent du reste du milieu anticapitaliste par leur pratique de la non-mixité.

---

<sup>38</sup>Alban Jacquemart, « Du registre humaniste au registre identitaire », *Sociétés contemporaines*, vol. 85, n° 1, 2012, p. 65-83.

## **Les appropriations lesbiennes et intersectionnelles de la théorie *queer* en milieu féministe *queer***

Les appropriations de la théorie *queer* des milieux féministes *queer* de Berlin et de Montréal se rejoignent sur la place secondaire accordée à la question du rapport hétérosexuel homme/femme. Ceci dit, elles demeurent très différentes : l'appropriation berlinoise peut être qualifiée d'appropriation lesbienne, en ce qu'elle est imbriquée aux sociabilités lesbiennes qui structurent ce milieu ; en revanche, l'appropriation montréalaise peut être qualifiée d'intersectionnelle, parce qu'elle se construit comme une union des marges contre un féminisme dit « privilégié ».

*Une appropriation lesbienne : entre fluidification de la catégorie « femme » et mise à distance de l'« homme ci-hétéro »*

Le milieu féministe *queer* berlinois étudié se caractérise par les sociabilités lesbiennes qui le structurent. C'est donc autant le désir lesbien que l'assignation à l'identité « femme » qui lient ses protagonistes, mais ce de manière implicite : ces militantes ne revendiquent pas d'identité « femme » ou « lesbienne ». Arrivées au féminisme pour la plupart *via* leurs études, la théorie *queer* renvoie pour elles à une fluidification de la catégorie « femme » qui permet l'inclusion des trans et des non-binaires au féminisme. Au-delà de l'alternative « femme-homme », le milieu féministe *queer* voit ainsi éclore une myriade d'identités telles que *genderqueer*, *genderfluid*, *gender non-conforming*, *gender-vairant*, *genderfuck*, « ni\*ni » [*weder\*noch*] ou « en questionnement ». Ceci va de pair avec l'importance accordée par les militantes au fait de dégenrer le langage en parlant de « personnes » ou d'êtres humains [*Mensch*], mais aussi en s'enquérant du pronom par lequel les personnes souhaitent être désignées : elle [sie], il [er], les pronoms neutres tels que « iel » [sier] ou « x » peuvent tout autant être utilisés que les « pronoms alternés, tantôt « elle », tantôt « il ». Cette multiplication des identités par-delà l'identité « femme » explique aussi la mise à distance du terme de « lesbienne » : les militantes préfèrent se dire *queer*, pour mettre en évidence le fait qu'elles peuvent tout autant être avec une femme cisgenre qu'avec un homme trans ou une personne non-binaire. On notera que les standards discursifs de ce milieu sont d'autant plus élaborés que la transformation du langage est considérée comme un mode d'action militant en soi, c'est-à-dire, comme un outil de déstabilisation des normes de genre.

Cette fluidification de la catégorie femme contraste fortement avec la rigidification de la catégorie « homme » avec laquelle elle co-existe. Les militantes utilisent la catégorie d'« homme cis hétéro » au quotidien comme un principe de classification homogène qui

renvoie à des comportements dominants jugés typiques tels que prendre l'espace, interrompre les autres, etc. Cette catégorie exclut une pensée de la diversité interne de la catégorie des hommes cisgenres hétérosexuels telle qu'elle peut être développée dans les études sur les masculinités<sup>39</sup>. Ce maintien de la binarité se retrouve également dans un mode d'action privilégié de ce milieu : la création de *safe space*. Ceux-ci prennent la forme d'espaces politiques, culturels ou d'habitation, où la norme hétérosexuelle est absente. Ils sont par ailleurs définis en opposition à un monde extérieur associé à la figure de l'« homme cis hétéro » ainsi qu'au danger. Par exemple, dans la colocation dans laquelle je vis en 2015, une distinction nette est faite entre notre logement et la rue, où l'on trouve de nombreux commerces et services de restauration essentiellement turcs. Espace de liberté, l'appartement est un lieu où l'on peut se promener torse nu. En revanche, un matin, alors que je m'apprête à sortir de l'appartement en short, un·e colocataire m'interpelle pour me dire qu'iel s'inquiète de me voir sortir ainsi vêtue dans le quartier. Notre rue est en effet considérée par mes colocataires comme emblématique de la dangerosité du monde extérieur, notamment du fait d'une forte présence masculine. Le fait que ces hommes soient majoritairement non-blancs n'est jamais explicitement nommé par elleux, mais le rapport d'altérité entre *safe-space* et monde extérieur qu'iels construisent coïncide ici avec l'altérisation dont les non-Blancs font l'objet dans la société allemande. La dichotomie dessinée entre intérieur protégé et extérieur dangereux, est ici non seulement genrée mais aussi racialisée.

La norme de sollicitude qui régit les *safe spaces* participe également à la production d'une dichotomie féminin-masculin. Celle-ci apparaît dans l'attention portée aux lieux eux-mêmes – propres, aménagés et décorés – ainsi qu'aux émotions et au bien-être d'autrui. Les militantes ont par exemple pour habitude de faire un tour de table au début et à la fin des réunions pour que chaque participante puisse exprimer comment elle se sent. Elles font également du consentement une norme d'interaction : celui-ci doit précéder tout contact physique, même s'il s'agit d'une salutation, exclut toute pression à la consommation d'alcool ou de drogue et impose de respecter les limites d'autrui, qu'elles soient spatiales – ne pas trop s'approcher –, sonores – ne pas parler fort – ou verbales – laisser aux autres le temps de parler. Intégrer ce milieu implique donc d'apprendre à laisser place aux silences, à se mouvoir sans geste brusque, à éviter tout contact physique et à verbaliser ses émotions ainsi que ses désirs de contact physique ; bref, à incorporer des manières d'être spécifiques, empreintes des

---

<sup>39</sup>Raewyn Connell, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, trad. fr. Claire Richard, Clémence Garrot, Florian Voros, Marion Duval et Maxime Cervulle, Paris, Éditions Amsterdam, 2014.

normes de la féminité bourgeoise blanche<sup>40</sup> – maîtrise de soi, maintien des distances physiques, valorisation du verbe.

Enfin, c'est aussi par l'absence quasi-totale de femmes trans dans ces espaces qu'une dichotomie féminin-masculin est reproduite. Si les militantes insistent sur l'importance d'inclure les trans, *de facto*, elles ne fréquentent que des hommes trans et des personnes non-binaires assignées femmes à la naissance. On trouve là une expression de la manière dont le désir lesbien, transformé en désir des « corps assignés femme », structure ce milieu. Ceci peut être mis en relation avec l'expression consensuelle, et maintes fois observée, d'une forme de dégoût pour les corps vus comme masculins, et en particulier pour les pénis et les torsos (poilus) sans poitrine. Jamais mis en mot, ce dégoût prend la forme de grimaces ou d'interjections : « beurk ! ». Il peut être rapproché de ce que Maks Banens appelle l'« homo-aversion<sup>41</sup> », c'est-à-dire le dégoût dont témoignent les hétérosexuels face aux personnes de même sexe. Cette « hétéro-aversion » participe à normaliser le désir lesbien dans le milieu féministe *queer*, et dans un même mouvement, à en exclure informellement les femmes trans qui, souvent perçues comme masculines, n'y sont pas désirées. Cette appropriation de la théorie *queer* repose ainsi tant sur une fluidification de la catégorie « femme », notamment dans les standards discursifs, que sur le maintien d'une dichotomie féminin-masculin dans la figure d'opposition « homme cis hétéro », et les liens de groupe (sollicitude et désir lesbien).

### **Une appropriation intersectionnelle : la théorie *queer* comme promotion d'une union des marges**

Dans le milieu féministe *queer* montréalais, la théorie *queer* est avant tout interprétée comme une pensée de la sexualité. Ce milieu rassemble des gays, des lesbiennes et des trans, mais inclut également des femmes cisgenres qui interrogent les normes de sexualité dans leurs relations avec des hommes cisgenres hétérosexuels. Peu sont arrivées au militantisme féministe *queer* grâce à l'université, la théorie *queer* étant surtout enseignée dans les universités anglophones, ou *via* l'altermondialisme ou les grèves, le féministe anticapitaliste hostile à la théorie *queer* y étant prédominant : c'est plutôt par la fréquentation des milieux culturels et artistiques que l'entrée dans le militantisme féministe *queer* se fait. La diversité des profils est beaucoup plus grande dans ce milieu que dans ceux jusqu'ici présentés. Son identité collective est surtout rendue possible par l'existence d'un ennemi commun clairement

---

<sup>40</sup>La définition des normes de féminité n'est pas seulement le fruit de rapports de genre, elle est aussi imbriquée à d'autres rapports sociaux.

<sup>41</sup>Maks Banens, « L'homophobie en question. Quel avenir pour l'hétérosexualité ? », *La Revue*, n° 3, 2009, disponible en ligne (halshs-00367934).

identifié : les « féministes radicales matérialistes » et plus précisément encore, les féministes radicales de l'Institut de recherche et d'études féministes (IRÉF) de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), qui se caractérisent également par leur positionnement abolitionniste de la prostitution<sup>42</sup> et leur scepticisme vis-à-vis de la théorie *queer*. Aux yeux des féministes *queer* montréalaises, ces « féministes de l'UQÀM » incarnent un féminisme de privilégiées, qui exclut les travailleuses du sexe, les trans et les non-blanches. Or, la confrontation avec cet ennemi s'avère essentielle pour leur appropriation de la théorie *queer*.

Contrairement à ce qui peut être observé à Berlin, les féministes *queer* montréalaises accordent relativement peu d'importance à la déconstruction des catégories « femme » ou « homme ». On peut y voir ici avec Geneviève Pagé un effet de l'opposition des matérialistes québécoises à la théorie *queer*, qui a poussé les militantes à produire un travail théorique important de conciliation de la théorie *queer* avec le matérialisme pour la faire accepter<sup>43</sup>. Le groupe Les Panthères Roses, actif essentiellement dans les années 2000, a joué pour cela un rôle décisif en combinant la critique *queer* des normes avec le « lexique de l'analyse systémique et des rapports sociaux » associé au féminisme matérialiste<sup>44</sup>. En 2017, cette compréhension de la critique *queer* des normes comme critique des oppressions structurelles domine toujours. Mais ce sont alors non seulement les rapports hommes/femmes et hétérosexuel/homosexuel qui sont considérés, mais aussi les rapports blanc/non-blanc, bourgeois/classe populaire, avec handicap physique ou mental/sans handicap physique ou mental, etc. L'inclusion des trans au féminisme est défendue au même titre que l'inclusion de toutes les marginalisées : elle vient moins remettre en cause la catégorie « femme » qu'ajouter la prise en compte du rapport « cisgenre/trans » à la réflexion. En bref, les catégories sont multipliées plutôt que déconstruites.

Être *queer* consiste alors à se mettre du côté des « bizarres » (un des premiers sens du terme *queer*), c'est-à-dire des personnes les plus marginalisées par les différents rapports de domination. Cette démarche résonne avec le concept d'intersectionnalité forgé par Kimberlé Crenshaw dans l'objectif de « démarginaliser » les femmes noires<sup>45</sup>. Défendant une pensée de l'imbrication des oppressions, la juriste propose de mettre la situation des plus marginalisées au centre de l'analyse politique, plutôt que de fonder l'analyse des oppressions sur la situation

---

<sup>42</sup>Pour plus de détails sur le débat féministe sur la prostitution/travail du sexe, voir : Lilian Mathieu, *La fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, Paris, Éditions François Bourin, 2013.

<sup>43</sup>Geneviève Pagé, « La lente intégration du *queer* au féminisme québécois francophone... », art. cité.

<sup>44</sup>*Ibid.*, p. 551.

<sup>45</sup>Kimberlé W. Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics », *University of Chicago Legal Forum*, n° 1, 1989, p. 139-67.

des plus privilégiés des défavorisées. En se revendiquant des exclus des exclus, les féministes *queer* montréalaises procèdent de la même manière : elles refusent un « féminisme privilégié », pour placer la situation des plus marginalisées au centre de leur militantisme.

Il reste que le milieu féministe *queer* montréalais est largement blanc, issu de la classe moyenne, en bonne santé et très diplômé. Cette appropriation de la théorie *queer* prend alors surtout la forme d'un travail autoréflexif qui consiste à « checker » ses privilèges, dans le but de devenir une bonne « alliée ». Un certain nombre de textes, diffusés sur les réseaux sociaux ou sous la forme de brochures, ainsi que des ateliers, facilitent ce travail. Ils proviennent bien souvent de l'Amérique anglophone et ont été traduits en français pour le Québec. Cet extrait d'un guide sur le « privilège entendant », à savoir des personnes qui ne sont pas sourdes, traduit et diffusé à Montréal en 2017, est un bon exemple de ce type de documents :

Faire une liste de tous les privilèges que vous pourriez avoir.

Prendre un moment, tous les jours, pour travailler sur votre compréhension des privilèges et des façons de les déconstruire [...]

Comprendre que faire une bonne action une seule journée ne signifie pas que vous avez terminé le travail de devenir un·e allié·e entendant·e. Ne cherchez pas la gratitude pour votre travail de déconstruction de vos privilèges ou dans le fait de devenir un·e allié·e<sup>46</sup>.

À côté de ce travail autoréflexif, les militantes cherchent aussi à rendre leurs espaces « accessibles » à un maximum de personnes. Elles organisent ainsi des soirées à prix libre pour permettre aux plus démunis d'y participer, précisent si les lieux sont praticables pour les personnes avec un handicap moteur, font des « avertissements » au début de représentations pour ménager émotionnellement le public, en particulier lorsque des scènes de violences sont présentées, veillent à ce que toutes les minorités prennent la parole lors d'une manifestation, etc. Ces événements qu'elles organisent placent la célébration de la diversité des identités en leur cœur. C'est notamment le cas de la scène ouverte *Gender B(l)ender* organisée chaque mois en 2017, sur laquelle militantes et militants présentent des performances (notamment de *drag queen* et *drag king*), pièces de théâtre, lectures de textes ou chorégraphies, qui subliment les oppressions qu'elles subissent en les transformant en sujet artistique.

Cette appropriation repose donc sur une figure d'opposition qui permet de rassembler des personnes très différentes, dont la spécificité est de se retrouver au moins dans une marge de l'espace social. De ce fait, les standards discursifs et des modes d'action ou d'organisation visent surtout à favoriser la vie collective.

---

<sup>46</sup>Alison Aubrecht et Erin Durda, *Déclaration sur le privilège entendant*, trad. fr. Véro Leduc, 2017, disponible en ligne ([veroleduc.wordpress.com](http://veroleduc.wordpress.com)).

## Conclusion

Au terme de cet article, que tirer de l'analyse des appropriations féministes libertaires de la théorie *queer* pour une sociologie plus générale du rôle des théories dans le militantisme ?

L'ensemble de l'analyse montre que les théories en milieu militant ne peuvent être comprises sans une analyse des logiques de groupes qui s'en emparent. Tout d'abord, la diversité des appropriations des théories s'explique largement par le type de liens des groupes militants. Ici, ces liens sont façonnés par les rapports de sexualité (notamment parce que la théorie *queer* est une pensée de la sexualité). Mais on peut imaginer que d'autres rapports sociaux ont un impact tout aussi important sur d'autres terrains : par exemple, les appropriations de l'intersectionnalité étudiées par Éléonore Lépinard laissent apparaître un effet de la racialisation des groupes<sup>47</sup>. Par ailleurs, les liens de groupes peuvent être plus ou moins forts. Dans le cas des milieux libertaires, où la frontière public/privé est brouillée, il est possible que la proximité quotidienne entre militantes favorise des appropriations homogènes des théories. Cela pourrait expliquer que, dans le cas des féministes *queer* montréalaises, l'ennemi commun (les féministes de l'UQÀM) joue un rôle décisif pour rassembler une grande diversité de personnes, alors que la figure d'opposition est plus abstraite et lointaine dans le milieu féministe *queer* berlinois, qui repose surtout sur des liens forts entre militantes marqués par un implicite lesbien. Enfin, la diversité des appropriations étudiées nous rappelle qu'une appropriation d'une théorie est toujours également une création. Prendre en compte les logiques de groupe qui la sous-tendent met à jour la dimension collective de la production théorique.

Mais si les processus de différenciation de groupe façonnent les appropriations de la théorie *queer*, ces dernières viennent également les renforcer, et en font donc partie intégrante. À Montréal, se dire *queer* ou « matérialiste », c'est s'ancrer dans un sous-milieu libertaire plutôt qu'un autre. À Berlin, se dire *queer* revient soit à rejeter le « féminisme identitaire » pour s'arrimer au milieu anticapitaliste, soit à rejeter le monde des « hommes cis hétéro » et avec lui aussi le milieu anticapitaliste. Les appropriations des théories participent donc bien souvent d'un processus de négociation des frontières de l'identité collective : c'est ainsi qu'on peut comprendre l'appropriation de la théorie *queer* des féministes anticapitalistes berlinoises, qui par-là cherchent à intégrer le féminisme aux luttes légitimes du milieu anticapitaliste.

Finalement, en milieu militant, théories et pratiques (modes d'action ou d'organisation,

---

<sup>47</sup>Éléonore Lépinard, « Praxis de l'intersectionnalité : répertoires des pratiques féministes en France et au Canada », *L'Homme la Société*, vol. 198, n° 4, 2015, p. 149-170.

standards discursifs) semblent indissociables : les premières se cristallisent dans les secondes, si bien qu'elles ne sont rarement discutées en tant qu'idées « pures », si ce n'est dans les cercles les plus érudits. Aussi, la théorie *queer* peut tant être synonyme de mixité organisationnelle que d'usage d'un langage non-genré, d'évènements de célébration des marges, d'actions directes contre l'extrême droite

L'ensemble de ces résultats et hypothèses ne demandent qu'à être éprouvés sur d'autres terrains, de façon à pleinement intégrer une sociologie des théories à l'analyse du militantisme.

## Annexe : Récapitulatif des appropriations de la théorie *queer*

	Milieux anticapitaliste		Milieux féministe <i>queer</i>	
	Berlin	Montréal	Berlin	Montréal
<b>Appropriation de la théorie <i>queer</i></b>	Appropriation hétérosexuelle		Appropriation lesbienne	Appropriation intersectionnelle
<b>Interprétation</b>	La théorie <i>queer</i> est comprise comme une pensée du genre et interprétée à l'aune du rapport homme/femme.		La théorie <i>queer</i> est comprise comme une pensée du genre qui suppose d'inclure les trans	La théorie <i>queer</i> est comprise comme une pensée de la sexualité et interprétée à l'aune d'un rapport privilégié/marginalisé
<b>Usage</b>	Intégration de la théorie <i>queer</i> associée à une remise en cause « anti-identitaire », et donc anticapitaliste, de la non-mixité	Rejet de la théorie <i>queer</i> associée à une remise en cause antiféministe de la non-mixité	La théorie <i>queer</i> comme fluidification de la catégorie « femme » dans les limites du désir lesbien	La théorie <i>queer</i> comme promotion d'une union des marges
Mode d'organisation ou d'action caractéristique	Les mêmes que ceux des autres libertaires anticapitalistes	Non-mixité organisationnelle	Création de <i>safe space</i> inclusifs des trans	« Checker ses privilèges », espaces festifs inclusifs, performances
Standard discursif	Argumenter d'un point de vue théorique marxiste et non depuis son expérience	Parler de « nous, les femmes », s'identifier comme « femme »	Sollicitude, dégenrer le langage, « demander le pronom »	Célébrer la marginalité et la diversité des identités
Lien de groupe / sociabilité	Vie militante et affective partagée avec des hommes cisgenres	Vie militante entre femmes cisgenres, séparée de la vie affective avec les hommes cisgenres	Vie militante et affective entre personnes ayant une vulve, de la poitrine et n'ayant pas subi d'opérations (norme lesbienne)	Vie militante entre personnes différemment marginalisée, vie affective dans et en dehors du milieu
Figure d'opposition	Les « féministes identitaires » et les « antiféministes »	Les adversaires de la non-mixité ; les hommes	L'« homme cis hétéro »	Les « féministes radicales de l'UQÀM »

---

## **Autrice**

Émeline Fourment est maîtresse de conférences en sciences politique à l'Université Rouen Normandie (au laboratoire CUREJ), co-coordinatrice du réseau de recherche VisaGe sur les violences fondées sur le genre et chercheuse associée à la Chaire d'histoire des savoirs de l'Université de Constance. Sa thèse portait sur les appropriations des théories féministes en milieu libertaire à Berlin et Montréal. Elle travaille aujourd'hui sur les pratiques de justice alternatives au système pénal (i.e. justices restaurative et transformatrice) ainsi que sur le mouvement ouest-allemand pour la santé des femmes des années 1970-80.

## **Author**

Émeline Fourment is Associate Professor in Political Science at the Université Rouen Normandie (CUREJ institute), co-coordinator of the VisaGe research network on gender-based violence and associated researcher of the Chair of the History of Knowledge at the University of Constance. Her PhD focused on the appropriation of feminist theories in antiauthoritarian communities in Berlin and Montreal. She is currently working on alternative justice practices to the criminal justice system (i.e., restorative and transformative justice) and on the West German women's health movement of the 1970s and 80s.

## **Penser le rôle des théories pour le militantisme. Le cas des appropriations libertaires de la théorie queer à Berlin et Montréal**

La critique des analyses idéalistes du militantisme a amené la science politique française à délaissier l'étude des idées politiques des actrices des mouvements sociaux. Constatant une intellectualisation croissante des militantismes (expertisation ; institutionnalisation en champ d'étude), cet article incite à réintroduire les idées des militantes dans l'analyse et propose un cadre théorique pour ce faire. Je suggère qu'une sociologie non-idéaliste des idées politiques militantes doit reposer sur une sociologie des groupes qui s'en emparent. Cette approche croise des outils conceptuels forgés par l'histoire sociale des idées politiques avec ceux de la micro-sociologie anglophone du militantisme (« identité collective », « style de groupe »). Elle est présentée ici à partir du cas des appropriations féministes libertaires de la théorie *queer* à Berlin et Montréal dans les années 2010. Il apparaît alors que les appropriations des repositent sur des logiques de groupes autant qu'elles les façonnent.

## **Thinking about the role of theories for activism. The case of antiauthoritarian appropriations of queer theory in Berlin and Montreal**

Criticism of idealistic analyses of activism has led French political science to neglect the study of the political ideas of social movement actors. Given the increasing intellectualisation of activism (expertisation; academisation), this article calls for the reintroduction of activists' ideas into the analysis of activism. I suggest that a non-idealistic sociology of activist political ideas should be based on a sociology of the groups that appropriate them. This approach combines conceptual tools forged by the French "social history of political ideas" with those of the Anglophone micro-sociology of activism ('collective identity', 'group style'). In order to illustrate this analytical framework, I focus on

the appropriations of queer theory by antiauthoritarian feminists in Berlin and Montreal in the 2010s. I show that these appropriations are as much based on group dynamics as they are shaped by them.